

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 29/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Pierre Cotte

18, avenue Maréchal de Lattre de
Tassigny
63190 LEZOUX

Références : 20220629-RAP-63-0764-Inspection_Pierre_Cotte_2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2022 dans l'établissement Pierre Cotte implanté 18, avenue Maréchal de Lattre de Tassigny 63190 LEZOUX. L'inspection a été annoncée le 25/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Pierre Cotte
- 18, avenue Maréchal de Lattre de Tassigny 63190 LEZOUX
- Code AIOT dans GUN : 0005602539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Pierre Cotte Sellier est une entreprise de maroquinerie employant environ 360 personnes. Elle fabrique notamment des sacs à main en cuir et en tissu pour le groupe Hermès. Le site est composé d'un local de stockage des cuirs (déjà tannés et teintés), de locaux de préparation et de découpe du cuir et des ateliers de confection. Une extension est en cours pour ajouter un atelier de confection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'inspection précédente
- Modifications du site
- Rejets atmosphériques
- Groupes froids / fluides frigorigènes
- Gestion de l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|-------------------|
| Liste des installations | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 1.2.1 | / | Sans objet |
| Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 3.2.2 | / | Sans objet |
| Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 3.2.2 | / | Sans objet |
| Entreposage des déchets | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 5.1.3 | / | Sans objet |
| Registre des déchets | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 5.1.7 | / | Sans objet |
| Niveaux sonores | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 6.2.3 | / | Sans objet |
| Inventaire des substances dangereuses | Arrêté Préfectoral du 10/06/2012, article 7.1.1 | / | Sans objet |
| Zonage internes à l'établissement | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.1.2 | / | Sans objet |
| Caractéristiques minimales des voies de secours | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.3.1 | / | Sans objet |
| Bâtiments et locaux | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.3.2 | / | Sans objet |
| Bâtiments et locaux | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.3.2 | / | Sans objet |
| Bâtiments et locaux | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.3.2 | / | Sans objet |
| Bâtiments et locaux | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.3.2 | / | Sans objet |
| Étiquetage des substances et préparations dangereuses | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.5.2 | / | Sans objet |
| Rétentions | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.5.3 | / | Sans objet |
| Prévention de la pollution des milieux récepteurs | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.6.6 | / | Sans objet |
| Installations de réfrigération | Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 8 | / | Sans objet |
| Installations de réfrigération | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11 | / | Sans objet |
| Installations de réfrigération | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7 | / | Sans objet |
| Installations de réfrigération | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4 | / | Sans objet |
| Installations de réfrigération | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 | / | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------------|--|--|-------------------|
| Installations de réfrigération | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7 | / | Sans objet |
| Installations de réfrigération | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 543-78 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement propre et bien tenu.

Seules quelques remarques sont émises afin de clarifier la situation administrative (puissance installée, modifications réalisées) et surtout de s'assurer du bon fonctionnement du bassin de collecte des eaux pluviales et des eaux de collecte d'un éventuel incendie. Un nettoyage / curage de ce bassin est à réaliser dès que possible.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Liste des installations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 1.2.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Quantité de machines |
| Prescription contrôlée : 2355 : Dépôt de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant > à 10 t : D Capacité maximum de stockage de 80 t 2360-1 : Ateliers de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des Peaux La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant : Puissance totale installée : 329,4 kW comprenant notamment : 6 presses à pont, 5 presses numériques, 6 presses à bras |
| Constats : Rubrique 2360 : L'exploitant a porté à la connaissance du préfet le 13 janvier 2020 une modification du site qui consiste en la création d'un bâtiment de 385 m ² de surface de plancher en prolongement de la partie sud-est du site. Le dossier précise que la puissance installée concourant au travail du cuir est inchangée. Il en est de même pour toutes les activités connexes tel que le stockage du cuir et les utilités (chaufferie gaz, poste de transformation, installations de compression et groupes froids). Toutefois, lors de la visite, il s'est avéré que plusieurs modifications ont été apportées aux ateliers et aux machines : telles que le remplacement d'un groupe froid, le remplacement ou l'ajout de certaines machines de travail du cuir (presses à découper ou découpe laser notamment). Compte-tenu des diverses modifications réalisées, l'inspection des installations classées a demandé de vérifier la puissance en kW réellement installée sur le site. L'exploitant a transmis un tableau de recensement des puissances des machines électriques concourant à la fabrication des maroquineries. La puissance totale est de 342 kW pour une autorisation d'environ 330 kW, ce qui ne constitue pas une modification substantielle et ne remet pas en cause le classement de l'établissement. |
| Observations : Le présent rapport vaut accusé de réception des éléments de mise à jour de la puissance installée. Un porter à connaissance du préfet sera toutefois nécessaire pour tracer les prochaines modifications envisagées avec des plans permettant d'en connaître la position sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 3.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Les rejets issus des ateliers de façonnage des peaux doivent respecter une concentration instantanée en poussières de 20 mg/Nm3, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les contrôles des poussières sont à réaliser tous les deux ans et les résultats sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. |
| Constats : Les dernières mesures ont été réalisées le 7 janvier 2020 et le 21/03/2022 : résultats conformes et fréquences respectées. |
| Observations : Réponse de l'exploitant du 12 janvier 2016 : Intervention APAVE des 9 et 10 novembre 2015 : résultats conformes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 3.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations de combustion doivent respecter en outre la teneur en NOx en équivalent. NO2 de 150 mg/Nm3, les débits de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo Pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O2 de 3 %. Les contrôles des NOx sont à réaliser tous les deux ans et les résultats sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. |
| Constats : Les dernières mesures ont été réalisées le 7 janvier 2020 et le 21/03/2022 : résultats conformes et fréquences respectées. Les derniers résultats présentés sont conformes. Le livret de chaufferie est tenu à jour avec au minimum les tickets de mesure des paramètres dont les Nox. Fréquence respectée. |
| Observations : Réponse de l'exploitant du 12 janvier 2016 à l'inspection précédente : Intervention APAVE des 9 et 10 novembre 2015 : résultats conformes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 5.1.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déchets |
| Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. |
| Constats : La plupart des déchets, notamment les déchets dangereux liquides ou emballages souillés sont entreposés sous un auvent construit dans la zone de livraison, elle-même constituée d'un revêtement en enrobé. Les déchets sont ainsi protégés des intempéries. Les fûts de déchets liquides sont entreposés sur rétention. |
| Observations : Il est rappelé qu'il convient de limiter le nombre de fûts à la capacité réglementaire que la rétention peut contenir et de veiller à évacuer les déchets suffisamment régulièrement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Registre des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 5.1.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Prescription contrôlée : Registre des déchets L'exploitant établit et tient à jour le registre chronologique prévu, sous forme de document papier ou informatique, où sont consignés les terres polluées entrant dans l'installation. Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet ;- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;- la quantité du déchet entrant ;- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans ; il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Un récapitulatif peut être demandé par l'inspecteur des installations classées. L'exploitant doit établir un registre des déchets dangereux et non dangereux conformes à l'arrêté ministériel du 29 février 2012. |
| Constats : L'exploitant dispose d'un registre chronologique des déchets qui couvre au minimum 3 ans et qui contient globalement les rubriques demandées. L'exploitant a par ailleurs mis en place un tri à la source (bennes dédiées pour chacun des flux) des déchets de : <ul style="list-style-type: none">- papier- carton- plastiques- bois Son prestataire a fourni une attestation de valorisation des déchets de bois, papier/carton et plastique. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Niveaux sonores

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 6.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores |
| Prescription contrôlée : Auto surveillance des niveaux sonores Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. Pour chaque point de mesure, la durée d'enregistrement du bruit sera au minimum de huit heures. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. |
| Constats : Une nouvelle mesure a été réalisée du 3 au 5 octobre 2021 et les résultats sont conformes, de jour comme de nuit. |
| Observations : Réponse de l'exploitant du 12 janvier 2016 / inspection précédente : Mesures effectuées les 22 et 23/10/2015 : résultats conformes et installation pratiquement imperceptible dans l'environnement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Inventaire des substances dangereuses

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2012, article 7.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'établissement de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours. |
| Constats : Un inventaire des matières et produits dangereux (y compris les produits allergisants) a été réalisé. Un travail avec Seirich* a été lancé pour compléter l'évaluation et la prévention des risques chimiques. *(application informatique, mise à disposition et développée par l'INRS en partenariat avec la Direction générale du travail, la Direction des risques professionnels (CNAMTS, CARSAT et CRAMIF) et des organisations professionnelles.) |
| Observations : Compte-tenu de la faible quantité et du potentiel de danger des produits, l'inspection recommande de mettre à jour cet inventaire avec la quantité maximale présente sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Zonage internes à l'établissement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 71.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risques / propreté / rangement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant identifie, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. L'exploitant a défini ces zones à risques. Toutefois, les consignes n'apparaissent pas clairement à l'entrée de celles-ci. En outre, elles ont besoin d'être revues car il a été constaté que le local technique froid et le local de produits dangereux servaient aussi à entasser de nombreux produits d'entretien courant dont beaucoup de papier combustible. |
| Constats : Le local technique froid ne contient plus qu'un nouveau groupe froid. Il n'y a pas de stockage de produits chimiques. Le local chaufferie n'appelle pas de remarque. Lors de la visite, il a été constaté que l'ancien local ayant fait l'objet d'une remarque lors de l'inspection de 2015 n'était plus utilisé pour stocker des produits chimiques. Il est désormais dédié au stockage des emballages (principalement feutres et cartons) avant expédition des produits finis. |
| Observations : Réponse de l'exploitant du 12 janvier 2016 / inspection précédente : le local de stockage de produits chimiques a été rangé et standardisé (étiquetage). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Caractéristiques minimales des voies de secours

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Voiries |
| Prescription contrôlée : Les voies de secours auront les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• largeur de la bande de roulement : 3,50 m• rayon intérieur de giration : 11 m• hauteur libre : 3,50 m• résistance à la charge : 13 tonnes par essieu |
| Constats : Les travaux de l'extension (en cours lors de la visite) ne remettent apparemment pas en cause les accès au site. Les voiries sont conservées, l'extension étant réalisée sur une partie du parking du personnel. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Bâtiments et locaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments et locaux |
| Prescription contrôlée : Un local spécifique accessible depuis les quais permettra le stockage des produits dangereux pour l'environnement. Ce local aura une ventilation naturelle, sera coupe-feu de degré 2 heures avec des portes métalliques incombustibles qui peuvent se déformer en cas d'explosion. |
| Constats : Lors de la visite, il a été constaté que l'ancien local ayant fait l'objet d'une remarque lors de l'inspection de 2015 n'est plus utilisé pour stocker des produits chimiques. Les produits dangereux sont soit stockés dans un local grillagé dédié au-dessus des quais, soit dans des armoires sécurisées avec rétentions intégrées. => Il est demandé de mettre à jour le dossier de l'installation, notamment le plan des stockages de produits lors d'un porter à connaissance d'ici fin 2022. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Bâtiments et locaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Allées de circulation |
| Prescription contrôlée : A l'intérieur des bâtiments d'exploitation, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. |
| Constats : Ce point n'appelle pas de remarque. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Bâtiments et locaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Voies engins |
| Prescription contrôlée : L'intervention des engins de secours doit pouvoir se réaliser par au moins 2 chemins différents. La toiture doit être réalisée en éléments incombustibles. Elle doit comporter des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). |
| Constats : Les travaux de l'extension ne remettent apparemment pas en cause les accès au site. Ils restent assurés par un portail personnel, un portail livraison avec zone de rétention et un portail de sortie du parking des véhicules du personnel. Les ateliers sont globalement équipés de trappes de désenfumage. Le local de stockage des cuirs est équipé de murs et portes coupe-feu, de trappes de désenfumage, de RIA et d'extincteurs. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Bâtiments et locaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Allées de circulation |
| Prescription contrôlée : Une allée périphérique d'1,8 m de large fera le tour des bâtiments dont 0,4 m engazonné sur le pourtour extérieur. |
| Constats : Ce point n'a pas pu être vérifié au niveau de l'extension, en travaux. Le reste des bâtiments n'a pas changé. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Étiquetage des substances et préparations dangereuses

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.5.2 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage |
| Prescription contrôlée : Étiquetage des substances et préparations dangereuses Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible. En 2015, il a été constaté que les récipients contenant des produits dangereux sont correctement étiquetés. Les zones de stockage ne sont, elles, pas correctement signalées. |
| Constats : Réponse de l'exploitant du 12 janvier 2016 par rapport à l'inspection de 2015 : le local de stockage de produits chimiques a été rangé et standardisé (étiquetage). Lors de la visite, le rangement et la signalisation du local de produits dangereux sont maintenus et n'appellent pas de remarque. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des produits dangereux |
| Prescription contrôlée : Constat de 2015 : Dans le local produit chimique, chaque famille de produit doit avoir sa rétention spécifique et indépendante des autres et les produits non dangereux doivent être retirés du local. Les produits du local maintenance doivent aussi être mis sous rétention et protégés des autres matières combustibles en les mettant par exemple dans une armoire coupe-feu dédiée avec sa propre rétention intérieure. |
| Constats : Réponse de l'exploitant du 12 janvier 2016 / inspection de 2015 : le local de stockage de produits chimiques a été rangé et standardisé (étiquetage). Dans le local de maintenance, une armoire spécifique « coupe-feu » sur rétention est dédiée au stockage des produits inflammables. Une seconde armoire avec rétentions intégrées est dédiée aux produits dangereux non inflammables. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des milieux récepteurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.6.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de confinement |
| Prescription contrôlée : Dispositifs de confinement de 420 m ³ avec moyens de fermeture et maintien de la capacité |
| Constats : Le dispositif de confinement est assuré du côté livraison par une surface étanche (en enrobé) avec pompe de relevage renvoyant les effluents vers le bassin présent le long du parking du personnel. Ce bassin, tout en longueur suit le relief et est réalisé avec une géomembrane. Il est équipé d'une vanne de fermeture dont la manipulation nécessite une clé stockée dans les locaux du service maintenance. Hors inspection, l'exploitant a précisé le calcul du volume utile maximum d'après le plan du géomètre-expert: - Longueur du volume : 91 m - Section composée d'une partie basse de 1m de large en moyenne et de deux remontées en pente sur 1,4 m de hauteur utile maximum x 3m de largeur. Ces éléments donne un volume utile de 892 m ³ , soit un volume supérieur à la prescription. |
| Observations : Le bassin de confinement situé le long du parking du personnel appelle les remarques suivantes : - l'eau stagnant au fond du bassin est relativement encombrée de branches, de débris et d'une végétation d'eau : il est à nettoyer pour assurer son fonctionnement normal - la vanne d'isolement est manuelle : elle nécessite l'utilisation d'une clé spécifique qui est stockée dans le local maintenance. Ce dispositif et cette organisation sont perfectibles, notamment en cas d'incendie rendant inaccessible le local maintenance. La clé pourrait être présente à proximité de la vanne. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations de réfrigération

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 8 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes |
| Prescription contrôlée : Les deux circuits contenant 27,5 kg de R410A passent à une fréquence de contrôle semestrielle à la suite de la parution du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés. Lors du dernier contrôle d'étanchéité du 24/06/2015 le numéro d'attestation de capacité de l'opérateur frigoriste n'apparaît pas sur le compte rendu. |
| Constats : L'ancien groupe froid fonctionnant avec 55 kg de R410A a été remplacé par un nouvel équipement fonctionnant avec du R1234ze (HFO) dont le potentiel de réchauffement global (PRG) est proche de 1 et ne relève plus de la rubrique ICPE 1185. Ce nouvel équipement n'est donc pas soumis aux contrôles périodiques d'étanchéité. Le site est désormais également équipé d'un groupe froid de marque TRANE sur l'air de compensation (ventilation générale / pompe à chaleur datant de 2015 avec 15,5 kg de R410a, soit 32,4 teq CO ₂) et de 8 climatisations indépendantes (type split system) contenant chacune 3,35 kg de R410a (soit 7 teqCO ₂ chacune). Ces équipements sont donc soumis à contrôle d'étanchéité annuel. Pour rappel, le potentiel de réchauffement climatique (PRG ou GWP) du R410A est de 2088, il ne sera plus autorisé à partir de 2030. Cette information est à prendre en compte dans l'optique de mise en place de nouvelles climatisations ou de remplacement d'anciennes. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations de réfrigération

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes |
| Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. [...] L'exploitant dispose des fiches d'intervention pour tous les équipements frigorifiques dont la charge est supérieure à 5 t.éq.CO ₂ . formulaire CERFA 15497*02 (usage obligatoire pour les agréments catégorie I) |
| Constats : La dernière fiche d'intervention pour le groupe froid de l'atelier de coupe de marque TRANE, contenant 15,5 kg de R410A a été fournie en séance et ne fait état d'aucune fuite, en cohérence avec le macaron apposé sur l'appareil. La fiche d'intervention pour le démantèlement de l'ancien groupe froid de plus de 50 kg de R410A a également été fournie. Les dernières fiches d'intervention datant du 22/07/2021, ont été fournies pour les 8 groupes « split system » fonctionnant avec chacun 3.35 kg de R410A. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations de réfrigération

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes - Délais d'intervention |
| Prescription contrôlée : Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais. [...] Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. [...] |
| Constats : Aucune fuite n'a été détectée sur les groupes froids d'après les documents consultés. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations de réfrigération

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes - Fréquence des contrôles d'étanchéité : |
| Prescription contrôlée : Cf. tableau des périodes maximales entre deux contrôles de l'article 4 visé ci-contre. |
| Constats : Les caractéristiques des équipements frigorifiques les soumettent à contrôle annuel d'étanchéité. Les fiches d'intervention consultées datent toutes de moins d'un an. L'exploitant indique que les contrôles d'étanchéité des 8 groupes "split system" sont programmés en juillet 2022, soit à la date anniversaire du dernier contrôle. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations de réfrigération

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes – contrôles d'étanchéité : |
| Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. [...] |
| Constats : Le macaron bleu apposé sur le groupe TRANE est la marque de contrôle d'étanchéité valable jusqu'au mois de mars 2023 (fréquence de contrôle annuelle) correspondant à l'intervention de mars 2022. Le numéro de certificat correspond à celui du prestataire. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations de réfrigération

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes – contrôles d'étanchéité : |
| Prescription contrôlée : Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. [...] |
| Constats : Sans objet : aucune fuite n'a été signalée. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations de réfrigération

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 543-78 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Attestation de l'opérateur : |
| Prescription contrôlée : Les opérateurs retenus par l'exploitant, et relevés dans le cadre du contrôle documentaire des groupes froids listés ci-dessus, sont titulaires d'une attestation de capacité en cours de validité : Le personnel intervenant des opérateurs disposent également de leur attestation de capacité catégorie 1. Vérifier sur le site SYDEREP de l'ADEME que l'opérateur retenu par l'exploitant pour effectuer les interventions est titulaire d'une attestation de capacité en cours de validité ; https://www.syderep.ademe.fr/fr/commun/gf/o/accueilrechercheoperateur/liste |
| Constats : La consultation du site SYDEREP a permis de vérifier que le prestataire « AXIMA CONCEPT » (avec son SIRET) était bien dans la liste des opérateurs. Son numéro d'attestation est le n°9, qui se retrouve bien sur le macaron de contrôle. |
| Observations : {Non Renseigné} |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |